chercher : repérer : avancer

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :
http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RIPC&ID_NUMPUBLIE=RIPC_144&ID_ARTICLE=RIPC_144_0497

Identités duales et nations sans État (la Question Moreno)

par Luis MORENO

| De Boeck Université | *Revue internationale de politique comparée*

2007/4 - Volume 144
ISSN 1370-0731 | ISBN 2-8041-5464-6 | pages 497 à 513

Pour citer cet article :
— Moreno L., Identités duales et nations sans État (la Question Moreno), *Revue internationale de politique comparée* 2007/4, Volume 144, p. 497-513.

Distribution électronique Cairn pour De Boeck Université.
© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RIPC_2007-04.book Page 497 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

IDENTITÉS DUALES ET NATIONS SANS ÉTAT (LA QUESTION MORENO)

Luis MORENO

Après avoir souligné l'évolution récente des théories et des analyses des processus identitaires, l'auteur se penche sur les circonstances qui l'ont amené à utiliser un outil de mesure des identités nationales, la Question Moreno, il y a une vingtaine d'années en Écosse et en souligne les avantages et les limites. Il termine en apportant quelques réflexions sur la compatibilité d'identités « exclusives » avec le développement de la construction de l'Union européenne.

D'importantes théories développées par des sociologues américains ont porté sur l'évolution des groupes sociaux dans un contexte comme ceux des États-Unis d'Amérique. Certaines de ces approches se sont heurtées à des interprétations concurrentes à divers endroits dans le monde et cela, d'une manière assez radicale. C'est le cas en particulier des théories selon lesquelles les différences territoriales internes au sein des États-nation seraient appelées à disparaître avec l'extension de la démocratie libérale et du capitalisme industriel. Le développement politique, économique et social conduirait [1] les populations de différentes régions et cultures appartenant à l'État vers une nouvelle identité commune qui parviendrait à transcender leurs différences [2]. La modernisation produirait une nouvelle identité nationale d'un État omniprésent, identité enracinée, à la fois, dans l'axe culturel et l'axe civique. L'histoire a, de façon répétée, rendu fausses de telles analyses.

1. DEUTSCH K., *Nationalism and Social Communication*, (2e ed.), New York, M.I.T. Press, 1966.
2. L'une des caractéristiques les plus évidentes des sciences sociales américaines en général, et de l'école behaviouriste et fonctionnaliste des sciences politiques en particulier, réside dans son positivisme et dans son hostilité envers l'histoire (SAFRAN W., « Ethnic Mobilization, Modernization, and Ideology: Jacobinism, Marxism, Organicism and Functionalism », *The Journal of Ethnic Studies*, vol.15, n°1, 1987, p.1-31). L'histoire est rejetée en arrière car elle consiste en une succession d'événements qui ne portent pas en eux-mêmes des possibilités de comparaison et de généralisation, et, toujours dans ce concept, elle est associée aux sociétés prémodernes (primitives). Des courants de pensée marxistes ont aussi traditionnellement choisi une approche fonctionnelle pour l'analyse de l'intégration politique et de la modernisation (CONNOR W., *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1984).

RIPC_2007-04.book Page 498 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

Au début du XXIe siècle, des conflits d'identité nationale au sein des États ont remis en question ces théories. Alors que, d'une part, les identités ont été érodées par les problèmes posés par la mondialisation, elles ont été d'autre part, confrontées à des problèmes de fragmentation, de compétition et d'empiètement avec des éléments de nature multiple. En parallèle se développent des identités sub-et supra-étatiques. Le réveil des identités ethno-territoriales a coïncidé avec le défi posé au modèle centralisateur de l'État unitaire. Dans plusieurs sociétés, la décentralisation, la fédéralisation et la subsidiarité apparaissent comme le moyen de constituer une réponse aux stimuli réclamant une plus grande diversité des politiques. Ceci concerne les groupes et les régions caractérisés par des différences d'identité, d'histoire, de langue ou de traditions lesquelles se reflètent souvent dans des différences de système de partis, mode de représentation des élites ou d'articulation des intérêts. Les cas des Catalans et des Écossais, en Europe, et du Québec en Amérique du Nord, sont des exemples de ce type [3].

Dans la section suivante, quelques thèmes et concepts seront revus en relation avec le phénomène de territoire ethnique et la notion d' « identité duale ». Un bref aperçu de l'usage de la Question Moreno en Écosse, il y a vingt ans, permettra d'aborder la question des qualités et des limites de cet outil méthodologique. Par après, on apportera quelques réflexions en relation avec le processus d'européanisation et la compatibilité d'identités « exclusives » avec le processus de construction de l'Union européenne.

Considérations théoriques

Le nationalisme

Le nationalisme peut être considéré comme une « ethnicité politisée » [4]. Deux courants typiques de nationalisme peuvent cependant être distingués. Premièrement, un nationalisme de la majorité ou un nationalisme d'État forgé par la modernisation et l'industrialisation dans les processus de formation de l'État et de la construction d'une nation. Cette forme de nationalisme a amené à l'intégration de sociétés ethniquement homogènes, comme l'Allemagne ou la Suède, ou hétérogènes comme l'Italie ou les États-Unis. Deuxièmement, il existe un nationalisme de minorité propre à des nations

3. KEATING M., *Nations Against the State: The New Politics of Nationalism in Quebec*, *Catalonia and Scotland*, London, Macmillan, 1996 ; CONVERSI D., *The Basques, The Catalans and Spain. Alternative Routes to Nationalist Mobilisation*, London, C. Hurst & Co, 1997 ; GAGNON A.-G., (ed.), *Quebec: State and Society* (3e ed.), Peterborough, ON., Broadview Press, 2004.

4. SMITH A.D., *Theories of Nationalism*, London, Duckworth, 1971 ; GELLNER E., *Nations and Nationalism*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1983 ; CONNOR W., *Ethnonationalism. The Quest for Understanding*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1994.

RIPC_2007-04.book Page 499 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

sans État, comme la Catalogne, l'Écosse ou le Québec qui ont été amenés à réaffirmer des identités antérieures à l'unité nationale et qui se sont mobilisés politiquement pour défendre un statut démocratique local. Examinons brièvement ces deux types de nationalisme :

Le nationalisme de la majorité ou le nationalisme d'État a été consolidé en tant que force de mobilisation idéologique contre la monarchie absolue. Au cours des temps modernes, les secteurs les plus dynamiques de la bourgeoisie ainsi que quelques membres de l'élite du monde rural ont utilisé l'idéologie nationaliste pour combattre les privilèges de l'aristocratie. Le concept de citoyenneté apporté par la Révolution anglaise et repris plus tard par les révolutions américaines et françaises, est devenu essentiel pour le renforcement du nationalisme d'État au cours des XIXe et XXe siècles. Finalement, le but n'était autre que la construction de nations où les citoyens voulaient être égaux et jouir d'un accès équitable aux droits et aux devoirs universels. De ce fait, des nations forgées par ce type de nationalisme d'État désiraient devenir l'incarnation de la modernité [5].

Le processus de « nationalisation » est généralement lié à l'existence de l'hégémonie de groupes ethno-territoriaux (*Staatsvolk*), dont les programmes visaient la construction d'une nation avec des contours différents (p.e. Castillans, Anglais, Piémontais ou Prussiens). Dans certains cas, de tels groupes ont revendiqué le fait qu'ils constituaient des représentations préférentielles de leurs États, une allégation qu'il est devenu difficile de maintenir au cours du temps (p.e. une d'élite parlant le français dans le cas de la Belgique) [6].

Le nationalisme d'État ou de la majorité a souvent reçu l'étiquette de « civique » ou « d'unificateur » au contraire d'un nationalisme de la minorité qualifié d'« ethnique » ou de « sécessionniste ». Le premier a été largement considéré comme une manifestation supérieure de la civilisation et du progrès humain. Le second, de son côté, a été perçu comme un sous-produit raté de l'histoire, à la limite, comme une cause permanente de conflits et de violence. La situation tragique des Balkans semble constituer un argument dans ce sens. Cependant il ne faut pas oublier que les deux formes de nationalisme pourraient devenir « pathologiques » à divers degrés dans certaines situations. Toutefois, une grande partie des responsabilités concernant les

5. HROCH M., *Social Preconditions and National Revival in Europe. A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; GREENFELD L., *Nationalism. Five Roads to Modernity*, Cambridge, MASS., Harvard University Press, 1992 ; LLOBERA J.R., *The God of Modernity. The Development of Nationalism in Western Europe*, Oxford, Berg, 1994.

6. McGARRY J. and O'LEARY B., (eds.), *The Politics of Ethnic Conflict Regulation*, London, Routledge, 1993 ; BRUBAKER R., *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; PELEG I., « Transforming Ethnic Orders to Pluralist Regimes: Theoretical, Comparative and Historical Analyses », *in* GUELKE A., (ed.), *Democracy and Ethnic Conflict. Advancing Peace in Deeply Divided Societies*, Palgrave McMillan, Basingstoke, 2004, p. 7-25.

RIPC_2007-04.book Page 500 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

deux dernières guerres mondiales du XXe siècle renvoie fortement des irrationalités de certains nationalismes d'État.

Un nationalisme de minorité constitue un nationalisme d'une nation sans État qui s'est habituellement développée au sein d'États pluriels soumis à des demandes d'autogouvernement par ces nations sans État [7]. De telles requêtes d'autonomie politique peuvent venir d'entité compatible à la formation d'un État indépendant. Ce type de nationalisme est souvent devenu synonyme de régionalisme. En effet, nationalisme et régionalisme ont en commun trois éléments dans la plupart de leurs manifestations : une identité collective et une prise de conscience d'une appartenance communautaire ; l'existence d'un conflit entre le centre et la périphérie ; l'existence d'une mobilisation sociale et d'une organisation politique leur permettant d'atteindre leurs objectifs [8].

L'ethno-territorialité et les États unifiés

Le concept de l'« ethno-territorialité » se réfère à des conflits et à des mobilisations politiques qui ont eu comme meneurs sociaux des acteurs appartenant à ces groupes ethniques possédant un ancrage géographique. Cette référence dans l'espace renvoie à l'existence de frontières internes à des États pluriels [9]. Dans des sociétés plurielles, des groupes reliés par des références culturelles peuvent être en compétition ou en concurrence [10]. Ceci

7. GUIBERNAU M., *Nations without States*, Cambridge, Polity Press, 1999 ; LECOURS A., « Ethnonationalism in the West: A Theoretical Exploration », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 6, n°1, 2000, p. 103-124 ; KEATING M, (2001), *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Ppost-sovereignty Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

8. LÓPEZ-ARANGUREN E., *La Conciencia Regional Española en el Proceso Autonómico Español*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1983 ; MORENO L., *Decentralization in Britain and Spain: The cases of Scotland and Catalonia*, Ph.D. thesis, University of Edinburgh, National Library of Scotland, 1986 ; KEATING M, *The New Regionalism in Western Europe. Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998.

9. RUDOLPH Jr., J.R. and THOMPSON R.J., *Ethnoterritorial Politics, Policy, and the Western World*, Boulder, CO., Lynne Rienner, 1992 ; MORENO L., « Multiple Ethnoterritorial Concurrence in Spain », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 1, n°1, 1995, p. 11-32 ; CONVERSI D. (ed.), *Ethnonationalism in the Contemporay World. Walker Connor and the Study of Nationalism*, London, Routledge, 2002.

10. Le terme de concurrence ne doit pas être compris comme un synonyme de compétition. Comme Karl Popper l'a montré, une situation de concurrence peut et doit être considérée comme une conséquence non intentionnelle (habituellement non évaluable) des actions humaines (conscientes et planifiées) des compétiteurs. Le problème sous-jacent dans une situation de concurrence est l'ensemble d'astreintes visant à éliminer (nécessairement) d'autres concurrents entrés dans le jeu. En effet, dans certains cas, la logique de compétition aboutit à obtenir un monopole par des manœuvres d'éradication des compétiteurs. POPPER K., « The Logic of the Social Sciences », in ADORNO T., DAHRENDORF R., PILOT H., ALBERT H., HABERMAS J. and POPPER K., *The Positivist Dispute in German* Sociology, (trans. Glyn Adey and David Frisby), London, Heineman 1976, p. 87-104 ; GLAZER N. and MOYNIHAN D.P., *Beyond the Melting Pot: The Negros, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambridge, MA, M.I.T and Harvard University Press, 1963 ; BANTON M., *Racial and Ethnic Competition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; HOROWITZ D., *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley, CA., University of California Press, 1985.

RIPC_2007-04.book Page 501 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

aboutit à une multiplicité d'identités sociopolitiques, à des dynamiques et à des arbitrages non exprimés de manière explicite. De là, le caractère malléable des marques d'identité et le fait que l'intensité de leurs manifestations dépende fortement des circonstances du contexte [11].

Pour les sociologues, le problème est généralement d'établir des degrés d'auto-identification des citoyens, ainsi que de rechercher les causes d'une mobilisation politique liée à des identités territoriales [12]. En fait, les identités sont partagées par les individus, et cela à des degrés divers, et ces identités sont l'objet d'une internalisation constante par les membres du groupe [13].

L'Espagne et la Grande-Bretagne sont des pays considérés comme des « États d'union ». Ils ont traditionnellement connu une large centralisation du point de vue politique. Cependant quelques « sous-États » ou « nations minoritaires » ont retenu des éléments de leur identité et de leur autonomie institutionnelle lors de certaines périodes de leur histoire. Leurs frontières s'entrecroisent : les limites de la nation écossaise se trouvent dans la nation britannique, tandis que la nation catalane est imbriquée dans la nation espagnole [14].

Le Royaume-Uni représente un bon exemple d'un État d'union plurinationale. Centralisé politiquement la plupart du temps, le caractère plurinational a longtemps été reconnu au travers des institutions de la société civile et de l'administration publique, en ce compris la constitution de Ministères propres à l'Écosse et au Pays de Galles, l'Église et (pour l'Écosse) le système judiciaire [15]. Derrière les institutions de l'élite, des identités nationales distinctes ont également trouvé une expression populaire, avec le fait que les nations qui le constituent sont, en compétition dans le domaine du football, du rugby et d'autres sports.

---

11. BARTH F., (ed.), *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Cultural Difference*, Boston, Little, Brown and Co., 1969 ; BRASS P.R., *Ethnicity and Nationalism. Theory and Comparison*, New Delhi, Sage, 1991 ; HOBSBAWM E. and RANGER T., (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
12. ANDERSON B., *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983 ; HOBSBAWM E., *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth and Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; KELLAS J., *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, Basingstoke, McMillan, 1991.
13. SMITH, A., *National Identity*, London, Penguin,1991 ; COHEN A.P., *The Symbolic Construction of Community* (1st ed.: 1985), London, Routledge, 1992 ; McCRONE D., *The Sociology of Nationalism. Tomorrow's Ancestors*, London, Routledge, 1998.
14. ROKKAN S. and URWIN D., *Economy, Territory, Identity. Politics of West European Peripheries*, London, Sage, 1983. MORENO L., *Decentralization in Britain and Spain : The Cases of Scotland and Catalonia*, Ph.D. thesis, University of Edinburgh, National Library of Scotland, 1986 ; McEWEN N. and MORENO L., (eds.), *The Territorial Politics of Welfare*, London, Routledge, 2005.
15. KELLAS J., *The Scottish Political System*, London, Cambridge University Press, 1973 ; BRAND J., *The National Movement in Scotland*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978 ; KEATING M. and MIDWINTER A., *The Government of Scotland*, Edinburgh, Mainstream, 1983.

RIPC_2007-04.book Page 502 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

Le cas de l'Espagne est, de son côté, un exemple d'État d'union qui n'a pas réussi l'intégration nationale de tous ses territoires. Des institutions de l'État central ont parfois imposé leur autorité en adoptant des programmes dictatoriaux de standardisation en suivant le modèle Jacobin Français d'organisation territoriale. En conséquence, la « question nationale », ou plutôt la « question des nationalités » au cours de l'époque contemporaine [16].

Identité duale et gouvernement interne

Le concept d'identité duale ou de nationalité composée concerne le cas de citoyens s'identifiant eux-mêmes à des nations minoritaires ou à des sous-régions. Cela comprend, à des degrés divers, l'identité régionale (ethno-territoriale) et l'identité nationale. Il résulte que des citoyens exercent leur fidélité institutionnelle à deux niveaux de légitimité politique, et cela sans qu'il n'y ait de fracture apparente entre eux.

Dans le contexte d'un État, la recherche de l'autogouvernement plus ou moins important par des régions ainsi que des communautés est liée à cette dualité d'auto-identification des citoyens : plus l'identité ethno-territoriale de la pré-union l'emporte sur l'identité de l'État moderne, plus grande est la demande d'autonomie politique. Réciproquement, plus est marquée l'identité avec l'État national, moins il est probable de voir apparaître des conflits ethno-territoriaux. À l'extrême, une absence complète de l'un ou des deux éléments de l'identité duale entraînerait une fracture sociale et politique dans l'État pluriethnique, et des demandes d'autogouvernement prendraient probablement la forme d'une indépendance sécessionniste. En d'autres mots, lorsque des citoyens d'une communauté sous-étatique s'identifient eux-mêmes d'une manière exclusive, l'issue institutionnelle d'un tel antagonisme tendrait alors à devenir elle aussi exclusiviste.

Lorsque l'on regarde les États plurinationaux et composés, on constate que leurs citoyens ont fait des efforts pendant la longue période de paix suivant la Deuxième Guerre mondiale, afin de rendre compatibles l'identité du sub-État/ethno-territorial et l'identité d'une nation/État. Le degré de consensus ou de dissension interne dans ces sociétés plurielles devient un outil méthodologique très utile pour des interprétations sociopolitiques. La manifestation d'une telle nationalité composée dans beaucoup d'États faisant partie de l'Union européenne s'est traduite dans l'établissement de législations

16. HERNÁNDEZ F. y MERCADÉ F. (eds.), *Estructuras sociales y cuestión nacional en España*, Barcelona, Ariel, 1985 ; DE RIQUER, B. and UCELAY-DA CAL E., « An Analysis of Nationalisms in Spain: A Proposal for and Integrated Historical Model », in BERAMENDI J.G, MÁIZ R. and NÚÑEZ SEIXAS X.-M., (eds.), *Nationalism in Europe. Past and Present*, Santiago de Compostela, Universidade de Santiago de Compostela., vol. II, p. 275-301, 1994 ; MORENO L., *The Federalization of Spain*, London, Frank Cass, 2001.

RIPC_2007-04.book Page 503 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

régionales et de gouvernements de niveau intermédiaire. Ces derniers doivent être considérés non seulement comme des institutions de référence pour les identités ethno-territoriales, mais aussi comme des balises dans les aspirations politiques de communautés sub-statales (*Länder* germaniques, *Regioni* italiennes, *Comunidades Autonomas* espagnoles ou administrations déléguées dans le Royaume-Uni). Le rôle de ces institutions autogouvernées dans la production ou la reproduction des identités, par exemple, du Pays Basque, de la Catalogne, de l'Écosse ou du Pays de Galles, a été très important [17].

Parallèlement à ce processus, on peut aussi observer un renforcement des identités supranationales. Comme résultat de tous ces développements, des citoyens de démocraties industriellement avancées devront pouvoir concilier le supranational, l'État et les identités locales, que les nationalismes majoritaires ou minoritaires polarisent souvent vers des issues conflictuelles. L'accentuation des identités territoriales et de politiques différenciées ne doit pas simplement se baser sur les différences mais aussi dans des relations d'interaction et de congruence dans un cadre démocratique [18].

L'Écosse et la Catalogne

En 1983, je suis allé en Écosse et j'ai commencé une recherche comparative sur les gouvernements internes de Grande-Bretagne et d'Espagne. Cela fut le thème de ma dissertation doctorale [19] (1986). Déjà, à cette époque, il y avait un intérêt universitaire sur l'auto-identification citoyenne en Espagne. Le travail important de Juan José Linz à propos de la formation initiale de l'État espagnol et le développement ultérieur de nationalismes périphériques [20] a fourni un concept de base permettant d'évaluer cinq catégories d'auto-identification. Il a ainsi remarqué avec perspicacité que « Spain [today] is a state

17. KEATING, *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-sovereignty Era*, Oxford, Oxford University Press.2001 ; LOUGHLIN J. (with the collaboration of AJA E., BULLMANN U., HENDRIKS F., LIDSTRÖM A. and SEILER D.L.), *Subnational Democracy in the European Union: Challenges and Opportunities*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; MARTÍNEZ-HERRERA E., « From Nation-Building to Building Identification with Political Communities : Consequences of Political Decentralisation in Spain, the Basque Country, Catalonia and Galicia, 1978-2001 », *European Journal of Political Research*, n°41, 2002, p. 421-453.

18. LINZ J.J., « Democracy, Multinationalism and Federalism », Working Paper 1997/103, Madrid, CEACS-Instituto Juan March., 1997 ; GAGNON A.-G. and TULLY J., (eds.), *Multinational Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; MORENO L., « Multiple Identities and Global Meso-Communities », *in* LACHAPELLE G. and PAQUIN S., (eds.), *Mastering Globalization. New Sub-States' Governance and Strategies*, London, Routledge, 2005, p. 127-140.

19. J'ai écrit ma thèse au Département des sciences politiques de l'Université d'Edinburgh. Mon exposé oral a eu lieu en septembre 1986. Les membres du jury étaient Salvador Giner (jury extérieur), David McCrone (jury local) et Henry Drucker (promoteur de ma thèse).

20. LINZ, J. J., 'Early State-Building and the Late Peripheral Nationalisms against the State: the case of Spain', in EISENSTADT S. and ROKKAN S., (eds.), *Building States and Nations: Models, Analyses and Data across Three Worlds*, Beverly Hills, CA., 1973, Sage, p. 32-116.

RIPC_2007-04.book Page 504 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

for all Spaniards, a nation-state for a large part of the Spanish population, and only a state but not a nation for important minorities »[21].

Il a incorporé ces catégories d'identité dans son étude sur le Pays Basque [22]. Après la mort de Franco en 1975, d'autres sociologues espagnols ont apporté des contributions significatives à propos des identités nationale/ régionale [23]. Et bien que vivant en-dehors de l'Espagne– c'était aussi le cas de Linz–Salvador Giner a pu offrir des analyses pertinentes sur le phénomène du nationalisme ethnique et de la dichotomie entre le centre et la périphérie en Espagne [24].

La constitution de la structure territoriale d'un nouvel État démocratique en Espagne fut un enjeu politique très délicat. Il existait un consensus général de tous les partis démocratiques et des acteurs sociaux sur le fait que la décentralisation du pouvoir était essentielle. Cependant, le modèle territorial spécifique à adopter n'était pas clair. Finalement, un large consensus entre les partis rendit possible en 1978, l'adoption de la Constitution sur la fédéralisation, « l'*Estado de las Autonomías* » [25]. Dans ce contexte, j'ai participé activement en tant que député régional élu, au débat sur l'autonomie de Madrid dans le cadre général de la décentralisation espagnole d'après 1978 [26]. Cependant, en ce qui concerne mes intérêts académiques, j'ai toujours ressenti qu'une méthode de mesure utilisable pour la recherche comparative, et

21. LINZ J. J., « Politics in a Multi-Lingual Society with a Dominant World Language : The Case of Spain », *in* SAVARD J.-G. and VIGNEAULT R., (eds.), *Les États multilingues, problèmes et solutions*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, p. 423.
22. LINZ J.J., *Conflicto en Euskadi*, Madrid, Espasa-Calpe, 1986.
23. Cf. JIMÉNEZ BLANCO J., LÓPEZ-ARANGUREN E. and MIGUEL B., *La conciencia regional en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1977 ; GARCÍA FERRANDO M., Regionalismo y Autonomías en España, 1976-79, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1982 ; LÓPEZ-ARANGUREN E., *La Conciencia Regional Española en el Proceso Autonómico Español*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1983.
24. Il avait écrit une monographie intéressante sur la structure sociale en Catalogne (GINER S., *The Social Structure of Catalonia*, The Anglo-Catalan Society Occasional Publications, University of Sheffield, 1980). Plus tard, j'ai eu le privilège d'être coauteur avec lui d'une publication portant sur la dimension ethnique de la société espagnole :GINER S. and MORENO L., « Centro y periferia: La dimensión étnica de la sociedad española », *in* GINER S., (ed.), *España. Sociedad y Política*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, p.169-197 ; GINER S., « Ethnic Nationalism, Centre and Periphery in Spain », *in* ABEL C. and TORRENTS N., (eds.), *Spain: Conditional Democracy*, London, Croom Helm, 1984, p. 78-99.
25. La Constitution espagnole de 1978 ne contient pas le terme « fédéral » dans aucune de ses dispositions, ni dans aucune de ses législations corollaires. Cependant, dès le début des années 1980, les dynamiques de l'État des Autonomies (Estado de las Autonomías) sont caractérisées par une fédéralisation latente. Le processus de gouvernement interne valant pour tous a amené à pourvoir le territoire interne d'une accommodation en combinant les deux principes fédéraux d'auto-gouvernement et, à un degré moindre, de gouvernement partagé (MORENO L., *The Federalization of Spain*, London, Frank Cass, 2001).
26. La première démocratie locale et des élections provinciales en Espagne après la longue dictature de Franco ont eu lieu en 1979, un an après l'approbation d'un referendum populaire à propos de la Constitution de 1978 ; ce referendum a recueilli 87,9 % de votes « oui », 7,8 % de votes « non » et 4,3 % de votes blancs ou nuls (32,9 % de l'électorat enregistré s'est abstenu de voter).

RIPC_2007-04.book Page 505 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

que j'avais développé à Edinburgh, était applicable à la comparaison entre l'Écosse et la Catalogne [27].

En Écosse, mon superviseur, Henry Drucker [28] m'introduisit aux travaux de John P. Mackintosh [29], dont il avait édité des écrits [30] à propos de l'Écosse et de la décentralisation. J'ai été frappé par les prévisions de ce dernier à propos de la décentralisation en Écosse, qu'il avait vigoureusement promue. Et, intuitivement, j'ai découvert un parallélisme –au milieu des ressemblances et des dissemblances [31] entre les cas de l'Écosse et de la Catalogne– entre « l'identité duale » ou la « nationalité composée » que les Écossais et les Catalans semblaient tous deux rechercher. J'ai constaté que le résultat était très intéressant pour la recherche et j'ai décidé d'y donner un fondement théorique et empirique plus important.

27. À cette époque, il était assez peu commun qu'un madrilène (*madrileño*) comme moi-même puisse être intéressé par l'étude de la Catalogne, étant donné la 'rivalité séculaire' entre ces deux territoires de l'Espagne. Au cours des années franquistes au début de 1970, mes amis et connaissances de pêche, Jordi Gracia et Manuel de Guirior –deux Catalans « expatriés » à Madrid– m'ont non seulement appris la langue catalane, mais m'ont aussi aidé à « comprendre » et à aimer la Catalogne.

28. Henry Drucker (1942-2002) était un pionnier des études sur la *dévolution* de l'Écosse. En 1976, lui-même et d'autres ont créé l'Unité d'Étude d'un Gouvernement en Écosse à l'Université d'Edinburgh –la première Unité de ce genre en Écosse. Il a coédité la première des six éditions du *The Scottish Government Yearbook*– une chronique de la politique et des politiques. Les deux, sous différentes intitulations, (*Institute of Governance and Scottish Affairs*) ont survécu jusqu'à ce jour. Il a été le coauteur avec Gordon Brown (Premier Ministre britannique à l'époque de la publication de cet article) du livre: *The Politics of Devolution and Nationalism* (London, Longman, 1980). Ce dernier fut publié après la réalisation du Referendum de 1979 sur la Décentralisation Écossaise organisé auparavant par le Gouvernement Travailliste de Callaghan. Henry Drucker a écrit abondamment au sujet du Parti Travailliste (DRUCKER H.M., *Breakaway. The Scottish Labour Party*, Edinburgh, EUSPB, 1978 ; DRUCKER H.M., *Doctrine and Ethos in the Labour Party*, London, George Allen & Unwin, 1979) et a débuté comme éditeur général du texte universitaire ayant rencontré un grand succès, *Developments of British Politics in* DRUCKER H.M., DUNLEAVY P., GAMBLE A. and PEELE G., (eds.), *Developments in British Politics*, London, Macmillan, 1983. La septième édition publiée en 2003, lui est dédicacée. Au cours des dernières années de sa vie, il manifesta son enthousiasme académique d'une autre manière. Entre 1988 et 1994 il a dirigé la Campagne pour Oxford (*Campaign for Oxford*) qui a rapporté environ £340m pour l'Université. Ensuite, il a développé son propre rôle de consultant en aidant les universités et les organisations artistiques par des œuvres de charité ; il a rassemblé de l'argent pour leurs bonnes causes. Ce qu'il a accompli lui a survécu au travers des personnes innombrables qu'il a encouragées, soutenues et inspirées.

29. Cf., par exemple, MACKINTOSH J.P., *The British Cabinet*, London, Stevens, 1962 ; MACKINTOSH J.P., *The Devolution of Power*, London, Chatto & Windus-Charles Knight, 1968 ; MACKINTOSH J.P., *The Government and Politics of Britain*, London, Hutchinson, 1970.

30. Comme Drucker l'a exposé: « John Mackintosh (1929-1978) stood in a venerable Scottish tradition of radical intellectual publicists and activists. At the end of his life he was Professor of Politics at Edinburgh University, a Labour MP and a columnist for *The Scotsman*. The subject Mackintosh professed in the University, in Parliament and in Scotland was democracy ». DRUCKER H.M., (ed.), *John P. Mackintosh on Scotland*, London, Longman, 1982, p. 1.

31. À propos de diverses similitudes économiques, politiques et sociales et au sujet des différences entre les cas de l'Écosse et de la Catalogne, voir MORENO L., *Decentralization in Britain and Spain: The cases of Scotland and Catalonia*, Ph.D. thesis, University of Edinburgh, National Library of Scotland, 1986 ; MORENO L., « Scotland and Catalonia: The Path to Home Rule », *in* McCRONE D. and BROWN A., (eds.), *The Scottish Government Yearbook*, Edinburgh, Unit for the Study of Government in Scotland, 1988, p. 166-173.

RIPC_2007-04.book Page 506 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

La Question Moreno

En ce qui concerne l'Écosse, mes hypothèses avaient déjà fait l'objet des travaux de Mackintosh, qui a mis en exergue la nationalité duale ou composée des Écossais : « For over 200 years there has been a Scottish tradition fostered by the law, education, separate Church and local government, but the Scots… [are]… also British and have taken pride in British traditions. It [is] quite wrong to attempt to make the Scots deny half of their dual nationality » [32].

Il fallait donc qu'on implante institutionnellement en Écosse un « double Parlement » (Edinburgh et Londres) afin de refléter la dualité de la légitimité véhiculée par l'auto-identification écossaise.

Déjà, au milieu des années 1980, certaines enquêtes d'opinion sur l'identité catalane utilisant une échelle de cinq catégories avaient été réalisées en Espagne [33]. Dans le cas de l'Écosse, en 1986, je désirais corroborer ce que je savais déjà à propos de la Catalogne. Mais, en ce qui concerne l'Écosse, des sondages d'opinion avec une échelle similaire n'avaient jamais été réalisés à ma connaissance. Ainsi, comment allais-je obtenir des données ? J'étais un étudiant en thèse qui devait alors parvenir à terminer cette troisième et dernière année de recherche à Edinburgh. Par chance, mon superviseur Henry Drucker n'était pas seulement un universitaire, mais il était aussi un commentateur habituel de la presse et de la télévision et donc bien introduit auprès de celle-ci. Il me donna l'idée de demander au journal *Glasgow Herald* d'ajouter une question à l'une de leurs enquêtes d'opinion qui étaient réalisées régulièrement [34].

Ce fut donc grâce à l'organisation du sondage organisé par le « System Three Scotland » que la Question Moreno fut finalement posée, pour la première fois, à la population écossaise à la fin du mois de juin 1986. Cinq possibilités de réponse étaient présentées sur une carte aux personnes interrogées : « Nous aimerions connaître comment la population vivant en Écosse se considère elle-même en termes de nationalité. Laquelle de ces propositions correspond le mieux à votre vision vous-mêmes ? ». Même si la Question Moreno

32. DRUCKER H.M., (ed.), *John P. Mackintosh on Scotland*, London, Longman, 1982, p. 141.

33. *ECO-Études Commerciales et d'Opinions, S.A.* a donné un second souffle du même ordre au cours de la période du 13-15 mars 1985 avec un échantillon de 1 316 adultes (marge d'erreur : +/- 2,8 et certitude de 95,5 %). Les résultats ont été publiés dans le magazine, *Cambio 16* et ont confirmé un degré « d'identité duale » d'environ 80 % de la population catalane, également mentionnée dans un précédent sondage de 1984: MORENO L., *op. cit.*, 1986, p. 68.

34. Comme Henry Drucker l'a écrit : « It occurs to me that with the very high results you (and MORI) are getting about devolution and independence it would be very interesting to know if the strong tide has had any impact on how people see themselves. There has never been a decent Scottish poll on this subject. We don't know if people think of themselves as Scots/British/both or even English... ». Avec sa grande capacité innée de gestionnaire, Henry Drucker était capable de « trouver » £200 plus TVA (£230) pour System Three afin d'introduire la « question Moreno » dans un sondage (un échantillon de 965 adultes âgés de 18 ans et plus ont été interrogés chez eux dans 39 points d'échantillon, et cela à travers toute l'Écosse sur une période allant du 26 juin au 1er juillet 1986).

RIPC_2007-04.book Page 507 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

a été modifiée dans les sondages suivants [35], l'idée centrale a toujours été d'interroger les répondants sur cinq catégories. Dans le cas de la Catalogne/de l'Écosse, ces catégories étaient les suivantes :

1) Catalan/Écossais, pas Espagnol/Britannique
2) Plus Catalan/Écossais qu'Espagnol/Britannique
3) Autant Catalan/Écossais qu'Espagnol/Britannique
4) Plus Espagnol/Britannique que Catalan/Écossais
5) Espagnol/Britannique, pas Catalan/Écossais.

Les taux de réponse à une 6e catégorie « Je ne sais pas/Pas de réponse » étaient habituellement très bas en comparaison avec les pourcentages généralement obtenus dans ce type de sondage. Cette affirmation tend à confirmer que les citoyens ne sont pas indifférents lorsqu'il s'agit de s'autoidentifier. Cependant, et dans certaines circonstances spéciales, des pourcentages plus élevés de « Je ne sais pas » pouvaient être significatifs. Dans le Pays Basque, par exemple, le climat de violence politique et de terrorisme a accru l'importance de cette 6e catégorie [36].

Au milieu du mois de juillet 1986, nous avons reçu les résultats suivants :

1) Écossais, pas Britannique : 39 %
2) Plus Écossais que Britannique : 30 %
3) Autant Écossais que Britannique : 19 %
4) Plus Britannique qu'Écossais : 4 %
5) Britannique, non Écossais : 6 %
   « Je ne sais pas/Pas de réponse » : 2 %

Ainsi ces réponses ont montré qu'une dualité identitaire existait bien : 53 % (catégories 2, 3 et 4) des Écossais s'identifiaient à eux-mêmes en tant que tels. Par contre, la réponse était de loin inférieure aux 80 % que l'on pouvait trouver chez les Catalans. D'autre part, il existe une autre façon de considérer les résultats. Comme David McCrone l'a justement répété dans des études détaillées subséquentes [37], l'« identité régionale » (catégories 1+2) était significativement plus élevée (69 %) en Écosse qu'en Catalogne (34 %). Par contraste, le peuple anglais pourrait rencontrer plus de difficul-

35. D'autres mots ont été les suivants: « En général, voudriez-vous dire ce que vous ressentez… » ou « Dans laquelle de ces cinq catégories pouvez-vous vous situer vous-même… ».
36. Au cours de la période allant d'octobre 1990 à juin 1995, 6 % des réponses des Basques se situèrent en dessous de cette catégorie. MORENO L., *The Federalization of Spain*, London, Frank Cass., 2001, p. 116.
37. D'abord comme éditeur des séries du *Scottish Government Yearbook*, depuis 1983, et plus tard comme auteur du rapport annuel sur *Opinion Polls in Scotland* publié dans le journal *Scottish Affairs*, David McCrone a réalisé, en véritable pionnier, des études sociologiques en Écosse (1992), des sondages sur les attitudes publiques des Écossais et il a enquêté sur l'identité nationale à l'époque d'un changement constitutionnel au Royaume-Uni, après la mise en œuvre d'un accord de décentralisation en Grande-Bretagne.

RIPC_2007-04.book Page 508 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

tés en ce qui concerne la différenciation entre identités anglaise et britannique, une particularité également reflétée dans l'usage du mot « Anglais » en-dehors de la Grande-Bretagne, lorsqu'on fait référence au Royaume-Uni. Mais les Écossais ont traditionnellement été plus conscients du statut de l'Écosse en tant que membre de l'union britannique et de l'identité duale de leur « nationalité composée » (Écossais et Britannique). Au cours des années 1990, des sondages utilisant la Question Moreno, ont montré que « l'identité régionale » (59 % en 1992) devenait beaucoup plus faible. Toutefois, des sondages récents ont donné des résultats très semblables à ceux qui sont apparus au cours des études de 1986 (36 % pour la catégorie 1 et 30 % pour la catégorie 2) [38].

Interpréter « l'Écosséité »

Il y a 20 ans, j'ai remarqué que ce sentiment fort d' » écosséité » semblait se combiner avec un très faible soutien populaire pour obtenir un autogouvernement institutionnel, et cela en comparaison avec la mobilisation catalane à la fin des années 1970 [39]. Alors que l'autonomie de la société civile écossaise, depuis 1707 [40] se reflétait dans un sentiment fort d'identité collective, le manque d'une plate-forme politique commune entre les partis avait retardé la revendication pour l'accès à l'indépendance au cours de la période contemporaine.

Cependant, des développements politiques à la fin des années 1980 et 1990 (spécialement au cours de la longue durée du gouvernement Conservateur au Royaume-Uni, alors que l'Écosse connaissait un accroissement de parlementaires non-Conservateurs) ont donné l'impulsion à une demande de décentralisation pour l'Écosse. Le lancement de la CSA (Campaign for Scottish Assembly) rassembla les partis et d'autres institutions de la société civile écossaise, qui ont proposé l'établissement d'une Convention Constitutionnelle Écossaise (Scottish Constitutional Convention). Cette dernière publia son plan pour un Parlement écossais le 30 novembre 1990. Finalement le schéma de la décentralisation fut présenté par le nouveau gouverne-

38. Ceci est basé sur l'analyse du *Third Scottish Social Attitudes Survey* (Colchester, Essex, UK Data Archive [distributor], Feb. 2004. SN: 4804, National Centre for Social Research.2001). Voir BOND R. and ROSIE M., *National Identities in Post-Devolution Scotland,* Edinburgh, Institute of Governance, 2002. Online paper (www.institute-of-governance.org) Accessed on 15 January, 2005.

39. Depuis la seconde guerre mondiale, la classe politique écossaise a tenté de défendre, d'une façon inertielle, une modèle politique territoriale qui n'existait pas dans la Catalogne post-franquiste et qui avait aussi fortement été influencé par la dialectique de concurrence partisane et de caractéristiques autocentrées du monde politique anglo-britanniques. Alors, l'aboutissement d'une politique de gouvernement interne –ce qui concerne la majorité des Écossais– était alors toujours bien subordonné aux priorités de chaque parti politique. MORENO L., *op. cit.,*1986, p. 2-9.

40. PATERSON L., *The Autonomy of Modern Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1994.

RIPC_2007-04.book Page 509 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

ment travailliste en 1997 et approuvé par un referendum le 11 septembre 1997[41].

Les résultats du sondage réalisé par le « System Three » de 1986 sur le sentiment d'identité des Écossais m'ont permis de recueillir des informations sur des variables comme l'âge, le genre, la classe, le lieu de résidence et le parti soutenu par les répondants. Les femmes (22 %) ressentaient un peu plus d'« identité égale » (catégorie 3, « aussi bien écossais que britannique ») que les hommes (16 %). C'était également le cas pour les plus jeunes interrogés, âgés de 18 à 24 ans (27 % si l'on compare avec les 19 % de l'échantillon total). Il y avait aussi un plus grand nombre d'individus ressentant une identité écossaise exclusive (catégorie 1), vivant dans l'Est (44 %) et le Nord (43 %) plutôt que dans l'Ouest de l'Écosse (33 %). Il en est de même pour les individus s'identifiant à la classe sociale DE (47 %) ; par contre, les classes aisées AB inclinaient davantage pour une appartenance à l'identité britannique (« identité d'État », ou les catégories 4+5, était ressentie par 18 % d'AB par comparaison aux 10 % du total).

On aurait pu espérer une corrélation plus forte des réponses s'accordant avec les choix partisans. Seulement, 20 % des votes conservateurs correspondaient à une « identité d'État britannique » (catégories 4+5), mais, d'autre part, 56 % des votes provenaient d'individus ressentant une « identité régionale écossaise ». De plus, le Parti Conservateur était alors très hostile à la décentralisation et à l'indépendance[42]. Plus surprenant était le fait que moins de la moitié de la population examinée (45 %) exprimait son support pour le Parti National Écossais (SNP) en tant qu'une « entité écossaise exclusive » (catégorie 1).

Ces faits ont montré la complexité du problème comme l'ont montré d'autres études après la période post-décentralisatrice mettant en relation le sentiment d'identité avec deux facteurs de forte appartenance écossaise : le support du SNP et pour une Écosse indépendante[43]. Au cours de l'époque post-décentralisatrice, l'Écosse, malgré environ 40 % de partisans du SNP, n'a exprimé aucune revendication d'indépendance tandis que environ un

41. Au cours de la création des ensembles des caractéristiques des CSA/SCC, une autre analyse exigée par ma thèse a montré le besoin de tenir un nouveau referendum sur la décentralisation. Au cours du Referendum de 1997, une bonne majorité des Écossais (trois électeurs sur quatre) favorisait non seulement le schéma de décentralisation et la tenue d'un Parlement à Edinburgh, mais il apparaissait aussi que l'Assemblée législative écossaise pourrait avoir le pouvoir de lever certaines taxes, un fait approuvé par une majorité d'environ deux ou trois électeurs.

42. MITCHELL J., *Conservatives and the Union : A Study of Conservative Party Attitudes to Scotland*. Edinburgh University Press, 1990.

43. BROWN A., McCRONE D. and PATERSON L., *Politics and Society in Scotland*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1998 ; BOND R., « Squaring the Circles: Demonstrating and Explaining the Political 'Non-Alignment' of Scottish National Identity », *Scottish Affairs*, nº 32, 2000, p. 15-35 ; CURTICE J., MCCRONE D., PARK A. and PATERSON L, *New Scotland, New Society? Are Social and Political Ties Fragmenting?,* Edinburgh, Polygon,2002.

RIPC_2007-04.book Page 510 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

quart des votes Travaillistes ont été en faveur de l'indépendance au cours des dernières années [44].

La manière dont les Écossais s'identifient apparaît beaucoup plus complexe qu'au premier abord. En plus du haut niveau de légitimité démocratique de l'établissement des institutions écossaises dans l'architecture de l'État britannique, l' « identité duale » écossaise et le fort sentiment d' » écosséité » traversent d'autres dimensions fonctionnelles de la vie sociale comme, par exemple, le genre, la classe, la religion avec des effets politiques variables.

En général, la mesure des relations entre la notion d'identité nationale duale ou composée et d'autres phénomènes politiques, comme les préférences constitutionnelles ou la performance institutionnelle par les administrations décentralisées est loin d'être simple. Le caractère progressivement suranné du modèle hiérarchique et du caractère « command and control » de l'État providence ont aussi modifié sa capacité d'engendrer une entraide sociale à l'intérieur des frontières nationales, entraînant une diminution de l'identité nationale duale, dans ses deux dimensions « État » et « sous/État » [45]. De la même manière, des perceptions citoyennes positives ont pu se produire envers les acteurs de l'État et ont conduit à un « relâchement » de leur identité locale et à un renforcement de leur conscience de membres d'une union nationale. L'importance croissante d'autres niveaux d'appartenance à un « supra-État », comme dans le processus d'européanisation ont aussi entraîné des impacts profonds sur la conciliation et le jeu interne des identités des citoyens ainsi que sur leurs implications politiques.

Européanisation, localisme cosmopolite et auto-identification exclusive

La structure supranationale apportée par l'Union européenne a renforcé les identités subétatiques. Des nations sans États conduisent leurs propres affaires et développent leurs potentialités en-dehors d'un contrôle « dirigiste » d'institutions d'un État central. Un reciblage des identités territoriales au double niveau de sub-étatique et supranational rend légitime une évolution

44. En Catalogne, un « vote dual tactique » concernant les deux principaux groupes politiques (CiU nationaliste et PSC socialiste) aurait pu être déduit de l'analyse des résultats électoraux de la période 1977-1996. Un nombre relativement petit mais significatif parmi les électeurs exprimait un degré 'd'identité duale' et a semblé avoir voté différemment, selon la nature des élections (local/municipal, Parlement catalan ou Parlement espagnol).Voir MORENO L. and ARRIBA A., « Dual Identity in Autonomous Catalonia », *Scottish Affairs*, nº 17, 1996, p. 78-97 ; MORENO L., ARRIBA A. and SERRANO A., « Multiple Identities in Decentralised Spain: The Case of Catalonia », *Regional and Federal Studies*, vol.8, nº3, 1998, p. 65-88 ; BOND R. and ROSIE M., « National Identities in Post-Devolution Scotland », Edinburgh, Institute of Governance, 2002. Online paper (www.institute-of-governance.org) Accessed on 15 January, 2005.

45. McEWEN N., « State Welfare and the Impact of Welfare Retrenchment on the Constitutional Debate in Scotland », *Regional and Federal Studies*, vol.12, no.1, 2002, p. 66-90.

RIPC_2007-04.book Page 511 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

de ce type. Dans l'Union européenne, des identités territoriales sont principalement « proactives ». Ce ne sont pas de purs mécanismes de réponse pour contrôler l'avalanche d'informations déclenchée par la révolution des télécommunications. Le renforcement des identités territoriales au niveau subétatique est profondément associé aux référents symboliques et matériels du passé. Cependant, leurs manifestations ne trouvent pas refuge dans un localisme réactionnel. Elles émergent en conséquence comme des « projets identitaires » (caractérisées dans de nombreux cas par des attitudes proactives)[46].

Les processus de transnationalisation du bas vers le haut et de décentralisation du haut vers le bas ont pris une extension considérable de type « localisme cosmopolite européen ». Ceci se reflète dans l'existence de sociétés à deux niveaux qui conduisent à un développement dans le sens de la communauté locale et à une participation simultanée dans un contexte international. Il se produit donc un ajustement croissant entre le particulier et le général.

Le « localisme cosmopolite européen » concerne certaines « entités politiques de taille moyenne », avec ou sans la construction d'un État. Dans le « Vieux Continent », on peut repérer cela dans des « nations/États de taille moyenne » (Danemark ou Finlande), dans des nations sans État (Catalogne ou Écosse), dans des régions (Bruxelles ou Venise) et dans des zones métropolitaines (Londres ou Berlin), qui sont bien équipées pour développer leurs propres politiques innovatrices dans une Europe plus intégrée. Les dernières citées, en particulier, semblent suivre un processus de « recréation » semblable à celui des communautés politiques qui ont fleuri à l'époque précédant les découvertes du Nouveau Monde (cités-États en Italie, Ligue hanséatique, Principautés). Cependant, en opposition avec l'époque de la Renaissance, il existe maintenant un lien institutionnel commun lié au processus d'Européanisation. La Cour Européenne de Justice et les Accords de Schengen, aussi bien que la formation d'une politique commune associée à l'Euro, les critères macro-économiques de Maastricht ou les programmes préconisés par l'OMC (« Open Method of Coordination »), tout cela peut être considéré comme des pas en avant dans le sens d'une transnationalisation européenne. En parallèle, le principe de subsidiarité prévaut dans des décisions devant être prises uniquement au niveau transnational, dans les cas où les niveaux du local, du régional ou du national ne peuvent avancer davantage. En d'autres mots, le lieu idéal de prise de décisions est celui des Cités, et est aussi local que possible. Les élites politiques se pen-

46. Selon Manuel Castells (CASTELLS M., *The Information Age: Economy, Society and Culture. Volume II: The Power of Identity*, Oxford, Blackwell,1997) des « identités projets » ne semblent pas être à originaires de vieilles identités issues de vieilles sociétés civiles à l'ère Industrielle, mais semblent venir du développement de courants « d'identités de résistance » devant l'avalanche internationale. Cet argument est plutôt circulaire au regard de sa dimension territoriale. Dans le cas des USA des identités spatiales sub-étatiques ne sont pas comparables avec le type d'identités collectives profondément enracinées dans l'Esprit du Peuple (*Volksgeist*) de diverses entités européennes.

RIPC_2007-04.book Page 512 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

cheront sur le futur de l'institutionnalisation européenne, ont souvent interprété le principe de subsidiarité comme un « garde-fou » destiné à préserver la souveraineté nationale traditionnelle et, par conséquent, les pouvoirs qui permettent d'intervenir au niveau central.

Dans ce processus d'Européanisation, comment des identités subétatiques peuvent-elles interagir dans la même société ? Il est possible que deux identités subétatiques puissent s'intégrer dans une entité plus large que l'État tout en maintenant une relation de différentiation et même de conflit. Ne serait-ce pas le cas, par exemple des relations Basque/Espagne, Corse/France, Flandre/Belgique, Padanie/Italie ou Écosse/Grande-Bretagne, avec des formes exclusives d'auto-identification dans le contexte européen ? Ces questions ne peuvent être écartées simplement comme un cas à part d'un oxymoron politique. Ces identités multiples sont négociées dans leur propre contexte et suivent un processus constant d'adaptation aux scénarios de changement politique présentés, le plus souvent par des partis politiques[47]. Un élément crucial à analyser est de savoir si le désengagement en faveur d'une seule identité territoriale correspond à un attachement croissant à une autre dimension identitaire. On a avancé l'argument que les identités anglo/britanniques peuvent être définies conceptuellement en opposition exclusive avec celles de l'Union européenne[48]. En Écosse, l'identité européenne – et l'attitude plus positive envers le processus d'européanisation – a été soulignée par contraste avec les attitudes au Sud de la frontière. Quelles sont les implications politiques et institutionnelles de conflits d'identité chez des citoyens aux identités multiples ? C'est un domaine de recherche pour les sociologues qui aidera puissamment à mieux comprendre l'évolution politique des Européens et le développement institutionnel de l'Union européenne dans le futur.

Remarques de conclusion

Au cours des vingt dernières années un nombre considérable d'études se sont focalisées sur le sort politique de nations sans État dans les pays de

47. Tous les partis nationalistes ne se sont pas positionnés contre la Constitution Européenne, comme cela semblerait être le cas en Espagne du parti catalan *Esquerra Republicana de Catalunya* ou du parti basque *Eusko Alkartasuna*. Ce dernier a existé dans le Gouvernement basque en coalition avec – et il a été créé à l'origine comme un parti voulant la séparation – le *Partido Nacionalista Vasco* ayant activement supporté l'Union Européenne dans le Pays basque, en même temps qu'il formait la coalition nationaliste « *Convergencia i Unio* » en Catalogne. Au début de 2005, les Travaillistes et les Libéraux Démocrates se positionnaient en faveur du texte de la constitution européenne en Écosse. Le SNP, généralement favorable à l'Union Européenne soutenait, en principe, la Constitution de l'UE, mais, en pratique, son opposition était liée avec l'opposition envers une Politique de Pêche Commune. Des Conservateurs, divers défenseurs de l'Union Britannique. Rejoignant l'EEC en 1973, était hostile à la Constitution européenne en Écosse et dans le reste du Royaume-Uni.

48. SCHLESINGERP., « From Cultural Defence to Political Culture: Media, Politics and Collective Identity in the European Union », *Media Culture and Society*, vol. 19, 1997, p. 369-391.

RIPC_2007-04.book Page 513 Tuesday, April 22, 2008 10:10 AM

l'OECD. Avant les événements de 1970, qui ont amené certains auteurs à faire des théories sur le « *break-up* » des États multinationaux [49], les identités et les territoires politiques avaient reçu, comparativement, moins d'attention que des analyses fonctionnelles de plusieurs sociétés développées [50]. Jusqu'en 1980, la plupart des recherches s'étaient concentrées sur l'étude des conflits liés aux classes sociales, ou aux groupes d'intérêts, ou encore aux institutions.

Vers le milieu des années 1980, des sondages ont été effectués utilisant une échelle en cinq catégories afin de mesurer l'auto-identification duale chez des citoyens appartenant à des nations minoritaires (ce que l'on a alors appelé la « Question Moreno »). L'idée derrière l'utilisation d'une telle échelle était de pouvoir offrir une évidence empirique aux appels à la légitimation d'institutions politiques démocratiques à un niveau intermédiaire. Des Parlements et des gouvernements se sont établis au cours des années 1980, en Espagne, et, à la fin des années 1990, au Royaume-Uni. De tels processus de décentralisation des pouvoirs ont non seulement préservé des identités de niveau intermédiaire, mais ont aussi traduit les aspirations politiques de ces communautés « subétatiques », dans des domaines prioritaires de type culturel, éducatif, linguistique et médiatique. Ces gouvernements ont été actifs pour la production et la reproduction de leurs propres identités territoriales.

Il faut relever particulièrement, dans l'étude des identités territoriales, le développement institutionnel de ce que l'on appelle les « régions partenaires » dans l'Union européenne[51]. La conciliation des différents niveaux d'identité et des attentes politiques des citoyens sera un des facteurs déterminants pour la construction d'une « Communauté européenne de confiance ». Elle peut être envisagée comme un système de gouvernement à différents étages où la décentralisation, la subsidiarité et la fiabilité deviendraient les piliers d'une démocratie et d'une coexistence pacifique de peuples au long passé de cultures, d'histoire et de traditions.

---

49. NAIRN T., *The Break-Up of Britain*, London, New Left Books, 1977.

50. Stein Rokkan était, en effet, un précurseur et un pionnier de l'étude des dimensions spatiales et politiques dans son ambitieux projet de rendre systématique « le modèle de l'Europe ». FLORA P., KUHNLE S. and URWIN D., (eds.), *State Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe. The Theory of Stein Rokkan*, Oxford, Oxford University Press, 1999. Plusieurs des expressions conceptuelles employées par Rokkan ont, par conséquent, rejoint des termes ou généralisé leur usage au sein de l'académie internationale de sciences sociales (construction de frontières, rapport centre/périphérie, ou structures de clivage). Son travail a aussi été le sujet de pas mal de critiques par rapport à son exercice de réunir des objectifs complexes et dynamiques ou d'étudier une carte de géographie à la fois typologique et topologique en Europe.

51. En 2002, près de la moitié des Régions des États européens (EU-15) était « Régions partenaires », ou Régions disposant de pouvoirs législatifs. Avec l'élargissement de l'Union à l'Europe des 25, un nombre considérable de petites nations ont gagné un statut d'États membres à part entière, ceci en contraste avec de grandes régions « sub-statales » et de nations sans pouvoirs « souverains ». McEWEN N. and MORENO L., (eds.), *The Territorial Politics of Welfare*, London, Routledge, 2005.